

ÉCONOMIE

# « Il faut moderniser la concertation sociale »

**La FEB a célébré ses 125 ans. Son objectif pour les années à venir ?** Insuffler le changement, notamment en matière de concertation sociale.

● Céline DEMELENNE

La Fédération des entreprises de Belgique a célébré son 125<sup>e</sup> anniversaire en grande pompe, ce jeudi, en présence du roi et de 2 500 invités (chefs d'entreprise, décideurs politiques, etc.).

Pour son administrateur délégué, Pieter Timmermans, c'était aussi l'occasion de présenter la vision de la FEB pour les années à venir. Résultat ? Une volonté d'ouverture à la société civile, en réponse à certaines critiques à l'égard du monde de l'entreprise. « Depuis quelques mois, les entreprises sont tenues responsables de tous les maux. Cela vaut pour le réchauffement climatique, la congestion routière ou encore pour le déficit de la sécurité sociale, puisqu'on estime que les sociétés belges cotisent trop peu. La FEB n'accepte cependant pas cette critique trop facile. Elle ne se laissera pas coller cette étiquette négative. »

Pour renforcer son rôle sociétal – et, en quelque sorte, redorer le blason du patronat aux yeux du grand public – la FEB entend inclure de nouveaux acteurs au sein de ses débats. « A plusieurs re-



PhotoNews

Lors de son 125<sup>e</sup> anniversaire, la FEB a intronisé son nouveau président, Bart De Smet.

prises, aux moments opportuns, le conseil d'administration de la FEB va s'élargir. Aujourd'hui, les membres du CA sont uniquement les fédérations d'employeurs. Désormais, pour des thèmes sociétaux importants, comme l'écologie par exemple, nous allons tenir des réunions du conseil d'administration élargies. L'objectif est d'inviter des ONG et des orga-

nisations de la société civile à discuter avec nous. »

### Éviter l'opposition entre patrons et syndicats

Dans cette même optique de dialogue et de débat d'idées, Pieter Timmermans a également évoqué la concertation sociale. Un modèle qui date des années 60, et qu'il convient, d'après lui, de

moderniser. « Je le dis haut et fort : je défends à 100 % notre modèle social. Mais le souci, c'est que nous avons petit à petit évolué vers un modèle d'opposition, ces vingt dernières années. » Selon l'administrateur délégué, cette opposition entre patrons et syndicats n'a plus lieu d'être, et est surtout contre-productive. Ces derniers mois, la

FEB a donc dessiné les contours d'un nouveau modèle de concertation. L'objectif : faire évoluer l'actuel système d'opposition vers un modèle de partenariat. Ça, c'est pour la théorie. Mais comment la fédération patronale compte-t-elle s'y prendre, concrètement ? Le patron de la FEB n'en dira pas plus sur sa stratégie.

« Je ne vais pas dévoiler nos pistes, mais nous avons au moins dix suggestions à faire aux syndicats. Ces suggestions sont basées sur une analyse internationale. La question que l'on se pose est la suivante : est-ce que notre système doit être différent ou substantiellement différent de ce qui existe dans d'autres pays ? »

Le message est limpide : la nature des défis à relever, à moyen terme, requiert un changement de paradigme. « Notre modèle de concertation date des années 60. Jusqu'au milieu des années 70, dans les accords interprofessionnels, on évoquait uniquement le social : des demandes salariales plus élevées, des vacances supplémentaires, une réduction du temps de travail, etc. ». Or, depuis quelques années, d'autres sujets ont émergé, à l'exemple de l'innovation, de la compétitivité ou de la mobilité. « Soixante ans après les premiers accords interprofessionnels, nous devons adapter la concertation sociale, et oser la moderniser en 2020, tant au niveau de son fonctionnement que des sujets traités. » ■

## Le nouveau président vise le Top 5 mondial

Lors de cet anniversaire, la FEB a également intronisé son nouveau président, Bart De Smet, CEO de l'assureur Ageas, qui succède à Bernard Gilliot.

Le chef d'entreprise, qui entend être un président « rassembleur », a de hautes ambitions pour la

Belgique. « Notre pays doit avoir l'ambition d'être de nouveau dans le Top 5 des pays les plus compétitifs d'ici 2030. » Ces dernières années, la Belgique a chuté à la 22<sup>e</sup> place.

Pour relever le défi, Bart De Smet estime que « Bruxelles doit se présen-

ter comme un centre financier. Un régime fiscal stable et un climat des affaires attractif sont des exigences absolues pour atteindre cet objectif. Notre handicap en termes de coûts salariaux doit encore être réduit, et la flexibilité pour les entreprises doit être accrue. » ■

C. Dem

BRUXELLES

## Manifestation de sans-papiers

Une cinquantaine de personnes sans-papiers ont manifesté jeudi devant le siège du MR à Bruxelles pour réclamer une régularisation.

Cette mobilisation a été organisée par la Coordination des sans-papiers, qui regroupe plusieurs collectifs de personnes sans-papiers. Ils déplorent que les partis de la majorité fédérale sortante, comme le MR, soient réfractaires à l'idée de

régulariser les sans-papiers. Ils exhortent le futur gouvernement à mettre en œuvre la déclaration d'André Henkes, le procureur général auprès de la cour de cassation. Lors de son discours de rentrée, il a estimé que la loi belge du 15 décembre 1980, régissant l'accès au territoire, la résidence, l'établissement et l'éloignement des étrangers devait être revue en profondeur.

Eva Maria Jimenez Lamas, représentante syndicale du Comité des Travailleurs avec et sans papiers de la CSC Bruxelles : « L'avis d'initiative du 16 juin 2016 demande d'intégrer les sans-papiers dans notre État de droit. Il est important après 11 ans sans régularisation d'éviter le chaos. S'ils étaient régularisés, ce serait 59 millions d'euros par mois dans les caisses de l'État ». ■

## Retour des enfants de jihadistes

**SYRIE** ♦ La Belgique travaille sur un retour groupé de tous les enfants belges de jihadistes retenus dans des camps en Syrie, conditionné par un accord des mères, a indiqué hier à New York le chef de la diplomatie belge, Philippe Goffin. La Belgique souhaite d'abord faire savoir aux Kurdes, qui ont le contrôle de ces camps, qu'elle propose de les reprendre et tous.

« Je suis allé dans un camp en Jordanie. On est loin de la

situation des camps en Syrie, qui est bien plus épouvantable. Mais ce que j'ai vu en Jordanie, c'est déjà insupportable. On me dit que ce qui se passe en Syrie n'a aucune commune mesure et que c'est bien plus grave. »

Le rapatriement devra se faire dans le respect du « droit international ». La solution « idéalement, c'est qu'on nous amène les enfants à la frontière irako-syrienne. On verra ce qu'il est possible de faire », a poursuivi le ministre